



Le ministère du Commerce et l'Union des commerçants nient toute pénurie
Mais où est donc passée la farine ?

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5440 - Mercredi 4 août 2021 - Prix : 10 DA

Présidence de la République
Abdelmadjid Tebboune
 réunit aujourd'hui le
Haut Conseil de Sécurité

Nouveau commandant de la Gendarmerie nationale

Chanegriha installe le général Ali Ouelhadj Yahia dans ses fonctions



Une agression tripartite se prépare-t-elle contre l'Iran ?

Par Mohamed Habili

Anthony Blinken, le secrétaire d'Etat américain, vient de rompre avec son style habituel empreint de modération, pour promettre une riposte collective prochaine à l'Iran. Celui-ci est tenu pour responsable d'une seule voix par Israël, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, de l'attaque en mer d'Oman survenue il y a encore peu contre un pétrolier exploité par une société israélienne, laquelle attaque a coûté la vie à deux membres de l'équipage. L'Iran nie de façon catégorique être pour quelque chose dans cette énième attaque dans le contexte actuel de guerre larvé entre lui et Israël, qui se déroule sur ces deux fronts principaux que sont les eaux du Golfe et la Syrie. Parler de guerre, et non pas de terrorisme en l'espèce, implique que l'attaquant et l'attaqué ne sont pas toujours les mêmes, que le premier devient périodiquement le second, et réciproquement. Israël qui dans cette guerre ne s'interdit pas même l'assassinat individuel ne se fait pas moins tout le temps passer pour l'agressé. Pour la première fois, deux de ses alliés les plus proches, non seulement reprennent à leur compte ses accusations, mais se montrent disposés à agir de concert avec lui. Une agression tripartite, israélo-américano-britannique, se prépare donc contre l'Iran, à quoi celui-ci se ferait sûrement un devoir de répondre.

Suite en page 3

Relevant une stabilité relative des contaminations

D' Derrar n'écarte pas l'apparition de mutations plus dangereuses



Le directeur général de l'Institut Pasteur, Fawzi Derrar, n'écarte pas l'apparition de mutations plus dangereuses : «Le variant Delta est un avertissement qui doit inciter à agir vite avant l'apparition de mutations plus dangereuses dans les prochains mois», dira-t-il. Page 2

Filiale de Sonatrach

Sidal gas produit de l'oxygène médical en H24

Concentrateurs d'oxygène

Les Douanes démentent toute difficulté de dédouanement

Relevant une stabilité relative des contaminations

D' Derrar n'écarte pas l'apparition de mutations plus dangereuses

■ Le directeur général de l'Institut Pasteur, Fawzi Derrar, n'écarte pas l'apparition de mutations plus dangereuses : «Le variant Delta est un avertissement qui doit inciter à agir vite avant l'apparition de mutations plus dangereuses dans les prochains mois», dira-t-il.

Par Louisa Ait Ramdane

Le léger recul du nombre quotidien des cas de contamination au Covid-19 ne veut en aucun cas signifier un retour à la normale. Selon le DG de l'Institut Pasteur, «il est fort possible que l'Algérie enregistre de nouvelles souches du coronavirus dans les prochains mois». La baisse des cas de contamination ces derniers jours «nous incite à poursuivre les efforts pour limiter la propagation de l'épidémie», dira D' Fawzi Derrar lors de son passage à la chaîne privée Ennahar TV.

Le pic de la troisième vague est-il atteint ? D' Derrar a affirmé que «personne ne peut prévenir le pic épidémique qui intervient généralement lorsqu'il y a un grand nombre de contaminations», relevant, dans le même contexte, que l'Algérie «connait actuellement une période de stabilité relative».

«90 % des tests PCR effectués sont positifs»

Mais il a aussi tenu à relativiser la situation et même prédit une «baisse pour les semaines à venir, en termes de contaminations par le variant Delta, si bien sûr les citoyens adhèrent aux dernières mesures de confinement sanitaire».

Présidence de la République Abdelmadjid Tebboune réunit aujourd'hui le Haut Conseil de Sécurité

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, aujourd'hui, une réunion périodique du Haut Conseil de Sécurité consacrée à l'examen et au suivi de la situation générale prévalant dans le pays sur les plans sécuritaire et sanitaire, ainsi qu'aux préparatifs pour les prochaines échéances locales, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune présidera, mercredi, une réunion périodique du Haut Conseil de Sécurité, consacrée à l'examen et au suivi de la situation générale prévalant dans le pays sur les plans sécuritaire et sanitaire, ainsi qu'aux préparatifs pour les prochaines échéances locales», lit-on dans le communiqué.

R. T.



Concernant les tests PCR effectués durant les dernières semaines, D' Derrar a indiqué qu'actuellement 90 % des échantillons testés sont positifs, alors qu'avant seuls 10 à 20 % sont détectés. Cela est dû, selon lui, à la propagation rapide du variant Delta.

Senhadji suggère de mettre en place des espaces externes dédiés au Covid

En prévision d'une 4^e vague, «il serait temps de mettre en place des infrastructures externalisées, des espaces dédiés spécialement au Covid dans les plus brefs délais, car nous n'avons pas assez vacciné», a préconisé le P' Senhadji, affirmant qu'il vaudrait mieux le faire dans une situation d'accalmie.

Le président de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, P' Kamel Senhadji, a expliqué, dans ce sillage, qu'il aurait été adapté de mettre en place 4 grands centres, comme à la Safex, pour «pouvoir drainer toute cette pathologie Covid,

dans ces conditions d'urgence, pour l'externaliser». «On aurait pu équiper ces centres, isolés sous forme de petits boxes en les compartimentant, et mettre ainsi des milliers de lits, la tuyauterie en cuivre pour faire passer l'oxygène et adosser à cette structure une centrale de production d'oxygène, et il n'y aura pas de problème de camions, de bouteille ni de problème d'accès au site», a-t-il soutenu sur les ondes de la Radio nationale.

Insistant sur une vaccination de masse, il dira : «Nous allons probablement affronter encore une nouvelle vague, il y aura donc le paramètre du vaccin s'il est déployé en masse, il pourrait peut-être contrer cette course du virus». Evoquant les vaccins chinois et russe, le P' Senhadji assure que même s'ils n'étaient pas homologués par l'Agence européenne, pour des raisons que l'on pourrait imaginer, ils sont «efficaces, sans aucun doute». «Ces vaccins, avec leur taux de protection et d'efficacité, pourraient être à l'origine d'une immunité collective importante, nous permettant ainsi de sortir

de cette crise», a-t-il estimé.

Revenant sur le variant Delta, il a indiqué que vu son profil, il serait important que le ministère de la Santé puisse redéfinir la catégorie à vacciner pour inclure les jeunes, y compris les enfants. «Il revenait au ministère de la Santé de mettre en place les outils de riposte avec une stratégie, puisque ce département est "pleinement" responsable de la santé du citoyen», a-t-il ajouté.

Concernant la vaccination des personnes ayant déjà contracté le virus, il a indiqué qu'il avait préconisé en haut lieu (président de la République) à ce que cette catégorie ne reçoive qu'une seule dose sous

forme de rappel.

Invité de la rédaction de la Chaîne 3, il a expliqué qu'il y avait un protocole utilisé par un certain nombre de pays européens et qui consiste à vacciner les personnes ayant eu déjà une contamination par le Covid-19 avec une seule dose jouant le rôle de rappel. S'agissant d'un éventuel retour à un confinement total, il dira qu'il s'imposerait de lui-même quand la santé du citoyen est compromise «dangereusement», relevant par ailleurs que c'est dans ces situations «difficiles à l'extrême qu'on est forcé de trouver des solutions».

Evoquant les missions de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, ce spécialiste fera savoir que des rapports étaient transmis régulièrement au président de la République.

Le P' Senhadji a relevé que son agence a réuni, depuis samedi, les experts et les spécialistes dans tous les domaines. «Nous avons mis en place une espèce de cartographie de la situation actuelle, où un diagnostic précis a été fait par rapport à ce problème d'oxygène, de vaccination, de réanimation et de prise en charge des malades. Ce groupe d'experts est en train de travailler sur la mise en place d'une stratégie qui sera mise à la disposition du président de la République en lui proposant les différentes actions par rapport à tous ces éléments qui ont été diagnostiqués sur la situation que nous vivons actuellement», a-t-il indiqué.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

1 307 nouveaux contaminés et 41 décès

L'Algérie a enregistré 41 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 3 cas de plus que le bilan d'hier (38), portant à 4 370 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 1 307 cas, soit 51 cas de moins par rapport au bilan d'hier (1 358), pour atteindre, au total, 175 229 cas confirmés.

R. N.

Covid-19 : l'ANPHA solidaire avec les structures de santé

L'Association des pharmaciens fait don de matériel de réanimation et de protection

Plus de 250 000 bavettes et 4 500 visières ainsi que du matériel de réanimation ont été distribués au niveau de 85 structures de santé déployées dans le pays par l'Association nationale des pharmaciens algériens (Anpha), dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus (Covid-19), a indiqué, hier, l'Anpha, dans un communiqué.

«Les pharmaciens d'Anpha se sont mobilisés à travers plus de 33 wilayas pour remettre des centaines de CPAP de Boussignac, plus de 250 000 bavettes et 4 500 visières à travers 85 structures de santé (CHU, EPH, EHS et cliniques) en collaboration avec d'autres associations qui exercent dans le domaine de la santé», précise la même source.

L'Anpha explique qu'«en plein tourbillon sanitaire, les soignants font face à d'énormes difficultés pour se protéger du Covid-19», ajoutant qu'elle s'est mobilisée sur le terrain pour «contribuer aux efforts entrepris pour préserver la vie des Algériens en aidant les structures sanitaires à mieux faire face à la pandémie, par des dons de matériels de réanima-

tion aux principales structures du pays et du matériel de protection pour le personnel de la santé offerts par notre partenaire les laboratoires Merinal».

«Nous sommes convaincus que seul l'élan de solidarité à travers la corporation, la société civile et les professionnels, peut faciliter la gestion de cette crise», souligne-t-elle.

O. N.

— Le ministère du Commerce et l'Union des commerçants nient toute pénurie —

Mais où est donc passée la farine ?

■ Plusieurs boulangers et des citoyens ont signalé, depuis quelques jours, un «manque» de farine. Ce constat, fermement démenti par le ministère du Commerce et l'Union générale des commerçants et artisans algériens, a été expliqué par le président de l'Association nationale des commerçants et artisans qui a indiqué qu'«il n'y a pas eu de pénurie mais plutôt un manque engendré par plusieurs facteurs».

Par Thinhinene Khouchi

Au moment où le ministère du Commerce et l'Union générale des commerçants et artisans algériens démentent «fermement» et «catégoriquement» l'existence d'une pénurie ou même de perturbation dans la distribution de la farine et que certains boulangers confirment le manque de cette matière, Hadj Tahar Boulouar, président de l'Association nationale des commerçants et artisans ainsi que le président de l'Union nationale des boulangers, Youcef Kalafat, ont clarifié la situation. En effet, contacté par téléphone, Hadj Tahar Boulouar a indiqué qu'«après la diffusion d'informations sur la fluctuation de la distribution de la farine et après des enquêtes menées auprès des propriétaires de boulangerie et des représentants des minoteries (il y a plus de 430 minoteries au niveau national), ainsi qu'à travers les données fournies par les services des ministères de l'Agriculture et du Commerce et Office professionnel des céréales, l'Association nationale des commerçants et artisans nie l'existence d'une pénurie de farine et confirme que le stock de blé actuellement disponible est suffisant pour répondre à la demande pour plusieurs mois à venir, en plus des quantités qui devraient être produites ou importées dans le futur». Par ailleurs, il a expliqué que «la perturbation qui a été signalée par les boulangers de certaines



PH. E. SORAYA/J. A.

wilayas du pays est due, d'une part, à l'arrêt temporaire de certaines minoteries». En effet, «plusieurs minoteries ont décidé de s'arrêter temporairement à des fins d'entretien ou des vacances d'été pour leurs travailleurs, ce qui a causé ce manque». «Ces minoteries ont été rappelées par le ministère du Commerce qui leur a demandé de continuer à travailler et de libérer les travailleurs par groupe», a expliqué Boulouar. D'autre part, «plusieurs boulangers achètent leur farine chez les distributeurs qui augmentent souvent les prix. Et suite à la fermeture des minote-

ries, ces derniers ont vu la demande augmenter ce qui les a poussés à augmenter encore le coût. Cette situation a poussé certains boulangers à ne pas s'approvisionner en farine et a expliqué cela par une pénurie». A ce propos, l'Association nationale des commerçants et artisans a appelé tous les boulangers à se rapprocher des minoteries les plus proches pour s'approvisionner en cette matière et au prix subventionné par l'Etat. De son côté, le président de l'Union nationale des boulangers, Youcef Kalafat, a appuyé l'explication de Boulouar,

assurant qu'«il n'y a pas de pénurie de farine, vu que 5 100 quintaux sont destinés aux boulangeries de manière permanente. Cette quantité nous est donc suffisante». Il ajoutera qu'il existe 432 minoteries sur le territoire national, «produisant actuellement sans relâche». Ces minoteries bénéficient de quantités importantes de blé tendre qui s'élèvent à 317 000 quintaux utilisés dans la production de 24 000 quintaux de farine. Il a assuré que dans certaines wilayas du pays, «quelques boulangers ont signalé une perturbation dans la distribution de cette matière mais cela a été rapidement réglé». Enfin, il est à noter que l'Union générale des commerçants et artisans algériens avait «catégoriquement démenti» l'existence d'un quelconque manque ou pénurie de la farine subventionnée destinée aux boulangers, ou celle ordinaire destinée aux citoyens, soulignant être en contact direct avec le ministère du Commerce pour assurer un bon approvisionnement du marché et des boulangers et pour trouver une solution immédiate à tout dysfonctionnement pouvant entraîner une fluctuation dans la distribution de ce produit de base. Dans ce contexte, l'Union a affirmé que la farine était disponible sur le marché, dans les minoteries, les magasins et les silos en quantités «suffisantes» et que le besoin national en est garanti et couvre les demandes des boulangers et les besoins des consommateurs pour une «longue période».

T. K.

Education nationale

Accélérer la vaccination du personnel éducatif avant la rentrée

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a mis l'accent, samedi à Alger, sur l'impérative mobilisation de tout un chacun pour l'accélération de la vaccination des personnels du secteur contre le Covid-19, en prévision de la prochaine rentrée scolaire.

Président l'installation des membres de la Commission nationale des œuvres sociales du personnel de l'éducation, M. Belabed a indiqué avoir recommandé aux membres de cette commission d'œuvrer à l'accélération de la vaccination des personnels du secteur au niveau des

centres de médecine du travail au niveau de 41 wilayas. Dans ce sillage, le ministre a souligné l'importance de l'exploitation de ces structures pour toucher le plus grand nombre possible d'employés du secteur, notamment les malades chroniques et les femmes enceintes, avant la prochaine rentrée scolaire car, affirme-t-il, la vaccination est «un devoir national». Il a également appelé à l'activation des unités de dépistage et de suivi sanitaire dans l'opération de vaccination. Par ailleurs, le ministre de l'Education nationale a appelé les membres de la Commission à la

«rationalisation des dépenses pour que toutes les catégories du secteur puissent profiter des fonds des œuvres sociales», rappelant que «l'installation des membres de la Commission nationale, élus juillet dernier, sera suivie par l'installation des membres de comités de wilaya dans les prochains jours». La Commission nationale des œuvres sociales de l'Education est régie par la loi 01-12 et soumise à des mécanismes juridiques pour disposer de l'argent public, entre autres, avoir un donneur d'ordre et un contrôle financier. Elle est soumise aussi aux structures nationales de

contrôle, à l'image du Secrétariat général des finances et la Cour des comptes. Lors d'une réunion tenue mercredi dernier en visio-conférence avec les directeurs de l'Education des wilayas du pays, M. Belabed a plaidé pour une opération de vaccination de tous les fonctionnaires des directions de l'Education et à sa généralisation aux enseignants et employés dans les établissements scolaires, en prévision de la prochaine rentrée scolaire. A rappeler que la rentrée scolaire au titre de l'année 2021/2022 est fixée au 7 septembre prochain pour les élèves.

N. B.

Concentrateurs d'oxygène

Les Douanes démentent toute difficulté de dédouanement

Les services des Douanes algériennes assurent le traitement immédiat du matériel médical importé dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus (Covid-19), affirme, hier, un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD) qui a démenti l'existence d'une quelconque difficulté dans le dédouanement de ce matériel. «La DGD a relevé certains enre-

gistrements dénués de tout fondement via les réseaux sociaux, faisant état de difficultés de dédouanement du matériel médical (concentrateurs d'oxygène) imputées aux services opérationnels des douanes», lit-on dans le communiqué. «Les services des Douanes algériennes démentent en bloc ces allégations tendancieuses et affirment la mobilisation, avec détermination et

dévouement, de ses agents, officiers et cadres, pour la mise en œuvre rigoureuse des mesures de facilitation et de simplification mises en place de manière à répondre efficacement à la levée immédiate des marchandises, du matériel et des produits importés dans le cadre de la mise en œuvre des mécanismes nationaux de lutte contre la propagation du coronavirus, et ce, en

totale coordination avec les différents organismes et partenaires intervenant dans le traitement de la chaîne logistique de circulation des marchandises», ajoute la même source. Dans ce sillage, souligne le communiqué, les Douanes algériennes assurent le traitement immédiat des marchandises importées et mettent en place des facilités procédurales, tout en permettant de

LA QUESTION DU JOUR

Une agression tripartite se prépare-t-elle contre l'Iran ?

Suite de la page une

La guerre de basse intensité, intermittente, se transformera-t-elle alors en conflit brûlant et continu, à cela près qu'il n'opposera pas les deux parties déjà aux prises, mais fera place à deux des alliés de l'une d'elle : la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ? La riposte promise par Antony Blinken, mais également par Boris Johnson, et d'ailleurs en des termes comparables, sans même parler des menaces israéliennes, ne s'est pas encore produite que voilà la Russie qui déboule sur la scène, en niant qu'il y ait la moindre preuve que l'attaque en question soit le fait de l'Iran. Depuis longtemps Israël s'emploie à créer les conditions d'une guerre avec ce dernier, qu'il ne serait pas seul à mener, mais avec l'aide de ses alliés. Il se pourrait bien qu'il soit sur le point d'y parvenir. Il a réussi à force de ténacité à faire échec à l'accord de Vienne sur le programme nucléaire iranien, en obtenant le retrait américain du temps de Donald Trump. Un retrait sur lequel son successeur a voulu revenir, mais à des conditions que l'Iran ne semble pas près d'accepter. Les négociations indirectes de Vienne, mais en présence des autres signataires, réduits tous ensemble moins l'Iran à un rôle d'intermédiaire, sont à l'arrêt depuis plusieurs semaines, sans rien qui laisse penser qu'elles vont bientôt reprendre, et encore moins aboutir à terme. Au contraire, autant les déclarations optimistes des participants s'étaient multipliées lors des rounds précédents, faisant croire à chaque fois qu'un accord était à portée de main, autant maintenant l'idée même de leur reprise semble peu évidente. Là-dessus intervient l'attaque contre un pétrolier en mer d'Oman. Et l'insistance des Israéliens, des Britanniques et des Américains, pour une fois exactement sur la même longueur d'onde, sur la culpabilité de l'Iran. A la question à qui profite le crime, on serait porté à répondre en désignant plutôt Israël. C'est lui en effet qui a le plus intérêt à ce que sa guerre larvée contre l'Iran se développe en une guerre déclarée et à laquelle il ne serait qu'une des parties prenantes.

M. H.

Y. N.

Covid-19/Espaces publics

L'Agence de sécurité sanitaire préconise l'eau de mer pour la désinfection

L'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS) a préconisé, lundi, l'utilisation de l'eau de mer dans les opérations de désinfection des espaces publics dans les villes côtières, et ce, dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19, indique un communiqué de cette Agence.

Par Tahar B.

Il s'agit d'utiliser «des camions arroseurs, atteignant seulement les parties basses des surfaces traitées», recommande l'Agence, soulignant que l'opération de lessivage permet d'«éliminer les agents pathogènes ou, du moins, d'en réduire sensiblement la charge au niveau des surfaces et des sites potentiellement contaminés».

Pour ce qui est des wilayas de l'intérieur, elle préconise, à défaut d'eau de mer, de «ne plus utiliser de produits chimiques dans les opérations de désinfection des espaces publics contre le Covid-19».

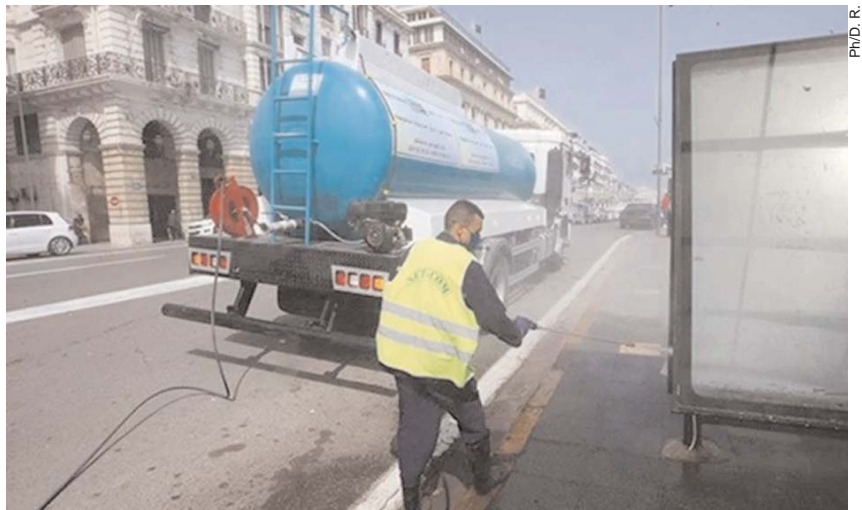
L'ANSS appelle également les citoyens à se conformer aux «mesures préconisées par le

protocole classique du Comité scientifique de suivi de la pandémie Covid-19 "port de masque, hygiène des mains, distanciation sociale et physique"».

Dans le même sillage, elle fait appel aux Collectivités locales et aux citoyens aux fins d'éviter une «aggravation» de la situation épidémiologique, soulignant qu'il s'agit de «préserver la santé du citoyen en sécurisant son environnement immédiat».

L'ANSS a aussi appelé à faire preuve de vigilance, relevant que les responsabilités individuelle et collective doivent être un «solide rempart» contre la propagation du virus, tout en insistant sur l'«obligation» de sécuriser les espaces publics et économiques pour «se prémunir contre l'apparition de clusters».

T. B.



Ph/D. R.

Covid à Béjaïa

Le nombre en légère baisse

Quoique toujours très élevé par rapport aux mois précédents, le nombre de malades atteints du coronavirus et son variant Delta commence à diminuer si l'on se réfère aux chiffres communiqués hier sur la radio locale par le Dr Hamitouche exerçant au CHU de Béjaïa. Le nombre de cas atteints par ce virus reste quand-même, élevé. Hier, 122 malades étaient hospitalisés dans les trois structures sanitaires de la ville dont les deux hôpitaux Khellil-Amrane et Frantz-Fanon et l'unité maternelle de Targa Ouzemour, soit 4 cas de moins par rapport à la veille. Parmi les 222 malades enregistrés, il y a 144 à Khellil-Amrane, dont 43 sous oxygène au niveau des urgences, le reste dans les autres services. L'hôpital Khellil Amrane, qui a dédié plusieurs services au Covid-19, est

désormais saturé. Il y a 45 malades à l'EPH Frantz-Fanon et 31 à la maternité de Targua-Ouzemour où l'on registre 14 femmes enceintes atteintes de Covid, 8 nourrissons et 4 enfants. Le bilan communiqué avant-hier des cas atteints par le Covid à l'échelle de la wilaya fait état de 629 patients hospitalisés durant les dernières 48 heures au niveau des hôpitaux de la wilaya, dont 226 au CHU, 147 à l'unité Khellil-Amrane, 31 à la maternité, 48 à l'unité Frantz-Fanon, 32 à l'EPH Kherrata, 80 à l'EPH Aokas, 106 à Sidi-Aïch 106, 92 à l'EPH Akbou et enfin 93 à l'EPH Amizour. Hier, le nombre des hospitalisations s'élevait à 589. Sur le plan de la prise en charge, il y a un manque d'oxygène en dépit des efforts menés jusque-là en la matière. Cependant, l'acquisition de centrales à oxygène, dont

certaines arrivent aujourd'hui et seront opérationnelles demain ou après-demain, devraient soulager sensiblement les établissements hospitaliers de cette denrée rare en ces temps de crise sanitaire. Les hôpitaux Khellil-Amrane et Frantz-Fanon ont été ravitaillés avant-hier en camions-citernes, a-t-on appris. Notons que le patron de la Laiterie Soummam, Lounis Hamitouche, a financé 22 générateurs d'oxygène en faveur des EPH et EPSP de 13 wilayas du pays, dont Béchar, Béjaïa (Frantz-Fanon, EPSP Tazmalt, Kherrata), Tizi-Ouzou (4 EPH), Sétif (Aïn Azal et Beni Ourtilane), Tipasa, Alger, Bouira, Oum El-Bouaghi, Skikda, El-Meghair, Djelfa, Khenchela et Aïn Témouchent. Par ailleurs, la commission finance de l'APW s'est réunie hier matin, en présence du président de

l'APW, des chefs de groupes, des membres de son exécutif, ainsi que le directeur et le chef service de la DAL, à l'effet d'accorder un transfert de crédits par anticipation d'un montant de 14 milliards de centimes pour l'acquisition d'équipements médicaux en faveur des hôpitaux pour faire face à la crise sanitaire vécue par la wilaya. Ainsi, il a été dégagé un montant de l'ordre de 5.1 milliards de centimes pour l'achat de générateurs d'oxygène, 7.3 milliards de centimes pour l'acquisition d'extracteurs d'oxygène, 1 milliard de centimes pour l'achat de camions frigorifiques (pour le transport et la conservation des vaccins en vue de mener des campagnes de vaccination) et 600 millions de centimes pour l'achat d'armoires frigorifiques.

Hocine Cherfa

Tizi-Ouzou

Mobilisation d'une cinquantaine de lits à l'hôpital de Ouadhias

Une cinquantaine de lits pour la prise en charge des malades atteints de Covid-19 ont été mobilisés au niveau de l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Ouadhias (35 km au sud de Tizi-Ouzou), a-t-on appris, lundi, du directeur local de la Santé et de la Population (DSP).

L'ouverture, dimanche, d'un service Covid-19 au niveau de cet établissement, partiellement mis en service le 5 juillet écoulé, entre dans le cadre des mesures engagées par la wilaya afin de réduire la pression sur certaines structures de santé et pour assurer une bonne prise en charge des patients, a indiqué à l'APS le DSP, Mohamed Mokhtari.

Selon ce même responsable, tous les moyens humains et matériels nécessaires à l'hospitalisation des malades de Covid-19, dont les concentrateurs d'oxygène, sont mis en place au niveau de cet EPH destiné à recevoir les patients des différentes localités de la wilaya.

Des patients de Ouacifs et de Boghni sont déjà admis au niveau de l'EPH de Ouadhias, a signalé M. Mokhtari.

Il a fait savoir que le nombre de places d'hospitalisation du service Covid-19 de cet EPH sera augmenté, avec l'arrivée de concentrateurs d'oxygène et pourra atteindre 120 lits.

Concernant les initiatives d'aménagement ou d'ouverture de structures de proximité (salles de soins) relevant du secteur de la Santé ou d'autres (établissements de jeunesse) par des élus ou des organisations de la société civile, le DSP a rappelé

que la wilaya a dégagé des places d'hospitalisation supplémentaires au niveau de plusieurs structures de proximité, pour faire face à la hausse du nombre des cas de contamination par le nouveau coronavirus. Les capacités d'hospitalisation à Tizi Ouzou, pour la prise en charge de ces patients, font l'objet d'un suivi régulier et la wilaya a commencé, suite à la hausse des cas de contamination, à adapter les structures de santé en fonction du nombre de malades hospitalisés, avait noté le wali, Mahmoud Djamaa, lors de la session de l'Assemblée populaire de wilaya le 26 juillet dernier, rappelle-t-on.

C'est dans ce cadre que des lits supplémentaires dédiés à l'hospitalisation des malades atteints par le coronavirus ont

été mobilisés au niveau d'autres établissements de santé de la wilaya, dont l'Etablissement public hospitalier spécialisé (EHS) en cardiologie de Draa Ben Khedda (60 lits), l'EHS Sbihi Tassadit de gynécologie obstétrique (24 lits pour les femmes enceintes atteintes de Covid-19) et toutes les polycliniques qui ont été instruites de réserver des lits d'hospitalisation à leur niveau. A cela s'ajoutent d'autres structures relevant d'autres secteurs que celui de la Santé qui peuvent être mobilisées en cas de besoin, selon le wali.

M. Mokhtari, qui a salué la mobilisation de la société civile durant cette pandémie, a insisté sur l'importance du respect des mesures barrières et de la vaccination, pour briser la chaîne de contamination et diminuer le

nombre des malades.

C'est sur cet aspect que les organisations de la société civile sont le plus sollicitées, selon les appels lancés par des médecins, élus, responsables du secteur de la Santé et autres.

D'ailleurs, de nombreux présidents d'Assemblées populaires communales et avec l'accord et la contribution des comités de villages, des commerçants et des transporteurs, ont appelé au confinement volontaire.

L'arrêt du transport et la fermeture des commerces à partir de l'après-midi (chaque commune a opté pour une heure qui convient à sa situation), permettent de réduire les sorties des citoyens et donc la circulation du virus, selon les initiateurs de ces actions.

Younès H.

Industrie

La production du secteur public remonte de 0,4 % au 1^{er} trimestre

■ La production industrielle du secteur public national a connu une hausse de 0,4 % sur un an au premier trimestre 2021, mettant un terme à cinq trimestres successifs de contraction, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).



Par Ali H.

Cette amélioration est due principalement à un «net redressement» de la production du secteur des industries agroalimentaires et celui des ISMMEE (industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques), selon les données de l'ONS. En effet, durant les trois premiers mois 2021, les indus-

tries agroalimentaires ont connu un redressement «remarquable» de +10,3 %, tangible au niveau de toutes les activités du secteur. Ainsi, l'industrie du lait et la fabrication des produits alimentaires pour animaux se sont distinguées par des hausses respectives de 25,5 % et 25,7 %, alors que le travail de grains a marqué un relèvement de 1,3 %.

Les ISMMEE ont enregistré un relèvement «appréciable» de 8,6 % durant le premier trimestre

2021 par rapport à la même période de l'année précédente, grâce à l'augmentation de la production de plusieurs activités du secteur. Il s'agit notamment de la fabrication des biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques qui a affiché une hausse de 14 %, la fabrication des biens d'équipement mécanique (+17,3 %) et la sidérurgie et transformation de la fonte et acier (+28,7 %).

Toutefois, le secteur des ISMMEE a enregistré des baisses qui ont touché essentiellement les branches de fabrication des biens de consommation électriques (-83,6 %) et celle des biens d'équipement électriques (-8,1 %). Le secteur des matériaux de construction a, pour sa part, contribué à l'amélioration de la production industrielle, avec une hausse de 2,5 % durant les trois premiers mois de 2021, à la faveur des augmentations de la production des branches des liants hydrauliques (+2,1 %), la fabrication des autres produits

en ciment (21,5 %), l'industrie du verre (+3,8 %), et ce, en dépit de la baisse de l'activité de fabrication des matériaux de construction et produits rouges (-7,1 %).

Le secteur de l'Énergie s'est caractérisé par une stagnation au premier trimestre de l'année en cours, a noté l'ONS. Quant aux hydrocarbures, la production a reculé de 2,0 %, de moindre ampleur que celles observées aux quatre trimestres de l'année précédente. Ce repli s'explique essentiellement par une baisse de 6,5 % de la branche Pétrole brut et gaz naturel, malgré la croissance de la production dans les branches Liquéfaction du gaz naturel (16,2 %) et Raffinage du pétrole brut (+1,0 %).

Par ailleurs, l'Office a relevé des baisses de la production qui ont caractérisé les secteurs des mines et carrières (-4,5 %), les industries chimiques (-3,3 %), les textiles (-14,2 %), l'industrie des cuirs et chaussures (-13,2 %), celle des bois, liège et papier

(-6,2 %) et enfin les industries divers avec -20,5 %.

En 2020, la production industrielle du secteur public a reculé de 8,0 % contre une hausse de 2,7 % en 2019.

A. H.

Chine Ouverture de la Conférence mondiale sur l'économie numérique à Pékin

LA CONFÉRENCE mondiale sur l'économie numérique 2021 s'est ouverte lundi à Pékin, les participants se concentrant sur les discussions sur la manière de mieux distribuer les dividendes numériques.

Alors que l'économie mondiale connaît toujours une reprise fragile, l'économie numérique est devenue la clé de la reprise économique et de la promotion du développement durable, a déclaré Zhuang Rongwen, directeur de l'Administration du cyberspace de Chine, lors de l'ouverture.

L'économie numérique est devenue un nouveau moteur du développement économique de la Chine, et sa base industrielle s'est davantage consolidée.

La Chine a construit les plus grands réseaux de fibre optique et de haut débit mobile 4G et 5G au monde, le nombre de connexions de terminaux 5G dépassant 365 millions et les scénarios d'applications 5G devenant de plus en plus riches, a déclaré Xiao Yaqing, ministre de l'Industrie et des Technologies de l'information.

L'événement de deux jours est organisé conjointement par le gouvernement municipal de Pékin et plusieurs agences de niveau ministériel, notamment la Commission nationale du développement et de la réforme, le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information et l'Administration du cyberspace de Chine.

R. R.

Avec les directeurs de l'ANDI et l'ANIREF

Zaghdar examine l'état des investissements et du foncier industriel

L'état des investissements et du foncier industriel ont été au centre de deux réunions tenues lundi par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, avec les directeurs de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi) et de l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (Aniref), respectivement MM. Mustapha Zikara et Malik Ikhelef, a indiqué un communiqué du ministère.

M. Zaghdar a évoqué, lors de ces deux réunions, l'enrichissement d'une série de textes juridiques et réglementaires liés à l'investissement que le ministère œuvre à actualiser.

Lors de sa rencontre avec le directeur général de l'Andi, le ministre a passé en revue le «rôle important et pivot» de l'Agence, en tant qu'outil de pro-

motion et d'attractivité des investissements étrangers dans le cadre de la politique économique publique et au titre de ses missions. M. Zikara est revenu, quant à lui, sur l'état des projets et dossiers soumis à son établissement, notamment ceux en suspens pour examiner les difficultés rencontrées ayant empêché récemment l'Agence d'atteindre certains de ses objectifs.

A cet effet, M. Zaghdar a affirmé l'impératif de dégelé les dossiers des projets en suspens dans le cadre de l'application des lois. Il a également plaidé, dans ce sens, pour l'adoption d'une nouvelle vision des mécanismes de travail de l'Agence et revoir son organisation pour conférer davantage de «transparence» à l'opération de traitement des dossiers qui lui sont

soumis, et à travers la numérisation des différentes étapes du processus d'investissement en vue de faciliter les mesures administratives y afférentes.

Cette nouvelle vision s'inscrit dans le cadre de l'orientation des pouvoirs publics visant la facilitation des procédures administratives et la promotion de l'investissement productif national et étranger.

Par ailleurs, M. Zaghdar s'est entretenu avec le DG de l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (Aniref) pour débattre de la réalité du foncier industriel ainsi que des zones industrielles sous tutelle de l'Agence et le rôle de cette instance dans le cadre du projet de création de l'Office national du foncier industriel (Onfi). L'Office sera, note le communiqué, le fruit de

l'intégration de l'Aniref et d'autres organes avec lesquels l'Agence collabore à présent pour la gestion du foncier industriel. Les deux responsables ont également passé en revue les obstacles ralentissant l'achèvement de quelques zones industrielles, notamment le financement, le raccordement au réseau électrique et le respect des cahiers des charges.

Le ministre a jugé, à cet effet, nécessaire d'accélérer le rythme des travaux pour offrir des fonciers destinés à l'investissement et créer de véritables projets industriels. De même qu'il a donné des instructions pour effectuer un recensement général du foncier industriel, invitant à davantage de coordination entre les deux instances, a conclu le communiqué.

Salem K.

Bourses

Les marchés européens en hausse

Les marchés européens conservaient un peu de leur assurance hier matin, contrairement aux indices asiatiques qui ont plié face à la surveillance réglementaire chinoise visant plusieurs secteurs de l'Internet.

Des performances solides de groupes de premier plan soutenaient plusieurs indices européens. Hier matin, la bourse de Paris prenait (+0,75 %), Londres (+0,32 %), Francfort (+0,07 %) et Milan (+0,15 %).

En Asie, les marchés ont en revanche été sous pression après une première séance d'août très prometteuse lundi : à Tokyo, l'indice Nikkei a perdu 0,5 % tout comme la Bourse de Shanghai. Hong Kong a cédé 0,2 %. «Les marchés restent attentifs aux mesures de répression réglementaires, les médias du continent indiquant que les jeux en ligne seront la prochaine cible», explique John Plassard, responsable de l'investissement chez Mirabaud.

Hier, le très officiel «Economic Daily» a estimé que ce loisir, qui génère des milliards de yuans, était devenu «un opium mental» aux effets délétères sur le développement des mineurs.

L'article, largement repris hier par les médias du pays, a fait plonger à Hong Kong les actions des poids lourds du secteur comme Tencent qui a cédé plus de 10 % à la mi-journée, avant de limiter la casse à la clôture (-5,81 %), et son concurrent NetEase qui a lui aussi terminé

en repli de près de 8 %.

Sur le marché de la dette souveraine, les taux remontaient légèrement après leur glissade de la veille. Le rendement du bon du Trésor américain à 10 ans, qui avait cassé le seuil de 1,15 % en séance sur fond de craintes de ralentissement de la reprise en cours, remontait à 1,19 % dans la matinée.

La hausse du nombre de cas de coronavirus a également pesé sur la tendance à Wall Street lundi et continuait d'être

surveillée par les opérateurs de marché. «Forte hausse des cas aux Etats-Unis, reconfinements locaux en Chine, le variant Delta se répand au sein des deux principales économies de la planète, mais les forts taux de vaccination dans les deux pays devraient limiter l'ampleur de cette nouvelle vague, surtout en Chine où les mesures de restriction sont prises de manière très préventive», estime le courtier Aurel BGC.

S. K.

Université de Tlemcen

Accueil en perspective de près de 10 000 nouveaux étudiants

■ L'université Aboubakr-Belkaïd de Tlemcen entend accueillir près de 10 000 nouveaux étudiants dans différentes spécialités au cours de l'année universitaire prochaine (2021-2022), a-t-on appris, lundi, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Par Safy T.

Le parachèvement de l'opération d'inscription des nouveaux bacheliers se poursuit actuellement à travers la plateforme numérique de l'université.

Cette opération sera suivie par le recensement du nombre d'étudiants et de places pédagogiques pour la saison universitaire prochaine, selon la cellule d'information de l'université.

Guelma

Initiative commune de quatre associations pour l'acquisition d'un générateur d'oxygène

Quatre associations locales de Guelma ont lancé une initiative commune pour l'acquisition d'un générateur d'oxygène au profit de l'hôpital Mère-enfant de la wilaya qui abrite l'hôpital de référence dédié à la prise en charge des malades touchés par le Covid-19, a-t-on appris, lundi, auprès des initiateurs de cette action. Cette opération a été initiée par l'association «Moutamayzoun», la section de wilaya de l'Association des oulémas musulmans algériens (AOMA), l'Association d'aide aux cancéreux et l'Association Kafil El Yatim, qui ont lancé un appel commun aux citoyens afin de contribuer à collecter le montant nécessaire. Selon les responsables de cette opération de solidarité, un point de collecte des dons a été ouvert au niveau du siège de l'Association Kafil El Yatim, à la cité Meghmouli du chef-lieu de wilaya, en plus de l'ouverture d'un compte bancaire au sein de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr). L'initiative, qui a suscité une large adhésion des citoyens et hommes d'affaires, a permis de collecter six millions de dinars en moins de 48 heures, selon la même source.

Maya H.

Le nombre global des bacheliers cette année à Tlemcen est de 9 249, auquel s'ajoute un autre nombre de nouveaux lauréats issus d'autres wilayas devant s'inscrire dans les «spécialités nationales et régionales» dont dispose la wilaya de Tlemcen, a-t-on indiqué. A prévoir également l'orientation de nouveaux bacheliers de la wilaya de Tlemcen vers d'autres universités du pays. La préparation, dès la saison universitaire prochaine, suit son cours à l'université de Tlemcen, à travers des rencontres cycliques pour étudier diverses possibilités et pratiques dont notamment celles du système de vacation et des systèmes d'enseignement en présentiel et à distance en raison de la pandémie de Covid-19, a-t-on



indiqué. L'université Aboubakr-Belkaïd de Tlemcen dispose de huit facultés et d'un institut, répartis dans cinq pôles universi-

taires au niveau des communes de Tlemcen, Mansourah et Chetouane, aux côtés de deux directions des œuvres universi-

taires qui gèrent 15 résidences d'une capacité d'accueil de 22 000 étudiants.

S. T.

Formation professionnelle

Vaccination anti-Covid 19 visant plus de 68 000 travailleurs

Le coup d'envoi d'une campagne nationale de vaccination au profit des fonctionnaires du secteur de la Formation professionnelle et de l'Enseignement supérieur visant plus de 68 000 travailleurs a été donné lundi à Alger.

Présidant la cérémonie de coup d'envoi de cette campagne qui s'est déroulée au siège du ministère, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yassine Merrabi, a fait savoir que «cette campagne vise, en sus de l'administration centrale, tous les fonctionnaires du secteur au niveau national, au nombre de 68 000 travailleurs», soulignant que son

secteur œuvrait, à travers cette initiative, à «participer à la campagne nationale de vaccination anti-Covid 19».

Selon le ministre qui a reçu la première dose du vaccin de manière symbolique, cette opération intervient en coordination avec le ministère de la Santé qui a alimenté son secteur avec des quantités suffisantes de vaccin, «à même de permettre à tous les fonctionnaires du secteur de se faire vacciner».

Affirmant que le ministère aspirait, à travers cette campagne nationale, à «participer aux efforts de l'Etat pour accélérer l'opération de vaccination du plus grand nombre de citoyens»,

le ministre a invité tous les citoyens à se faire vacciner afin de réduire le risque de contamination et d'atteindre l'immunité collective.

M. Merrabi a estimé que cette campagne constituera également une opportunité pour «renforcer l'opération de sensibilisation des citoyens quant à la dangerosité de la pandémie et l'impératif respect des gestes barrières en vue d'endiguer la propagation du virus, notamment durant cette période marquée par la propagation du variant».

Concernant les préparatifs de la prochaine rentrée professionnelle, le ministre a fait savoir qu'elle sera «à l'image des pré-

cedentes années, tout en prenant les précautions nécessaires afin d'endiguer la propagation du virus». Pour sa part, D Mohamed Lamine Merzougui a salué cette initiative, estimant que «la vaccination est l'unique moyen à même de sortir de cette crise sanitaire».

Il a appelé tous les citoyens à se faire vacciner à travers les centres sanitaires les plus proches de leurs lieux de résidence.

De leur côté, plusieurs fonctionnaires ont salué cette initiative, estimant que la vaccination leur permet de se protéger et de protéger les autres contre tout risque de contamination.

Hafsa Ch.

El Tarf/Durant les sept derniers mois

Plus de 9 000 opérations de sensibilisation menées

Plus de 9 000 opérations de sensibilisation et de prévention contre la propagation du Covid-19 ont été effectuées par les services de la sûreté de wilaya d'El Tarf durant

les sept derniers mois, a-t-on appris, lundi, auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité. Les services de la police ont ainsi réalisé, du 1^{er} janvier au 31 juillet dernier, plus de

9 000 opérations d'information et de sensibilisation, dont 5 000 ont ciblé des citoyens à travers différents espaces et lieux publics et près de 3 000 autres actions ont concerné des commerçants, a déclaré le commissaire principal, Mohamed Karim Labidi. Durant cette même période, les services de police qui ont intensifié les campagnes de sensibilisation suite à la hausse des cas de contaminations par le coronavirus, ont enregistré 379 infractions pour non-respect du protocole de lutte contre la propagation du virus dans les commerces, 478 infractions ayant trait au non-respect de la distanciation physique, et un nombre similaire concernant le non-respect du port de masque de protection, a-t-il précisé. Des dépliants et autres recommanda-

tions dédiés à la prévention contre le coronavirus et à l'importance de la vaccination pour mieux se préserver, en sus du strict respect des mesures de prévention, notamment la distanciation physique, le port de masque de protection et l'usage systématique du gel hydro-alcoolique, ont été donnés lors de ces opérations de sensibilisation, dans l'objectif de prévenir toute contagion en cette période de recrudescence des cas de contamination. Les campagnes de sensibilisation et de désinfection des différents endroits susceptibles de constituer un risque de contagion se poursuivent quotidiennement pour inciter les citoyens à faire preuve de vigilance en cette période et veiller à la propreté des lieux, a-t-on rappelé.

L. O.

Saida

Rencontre d'information sur les mécanismes juridiques de protection du patrimoine forestier

Les mécanismes juridiques de protection du patrimoine forestier ont été au centre d'une rencontre d'information organisée lundi au siège de la cour de Saida.

Lors de cette rencontre, le procureur général de la cour, Benyahia El Ouafi, a abordé les textes de loi contenus dans le code pénal criminalisant les actes d'agression sur le patrimoine forestier, surtout ayant un lien avec les incendies.

M. El Ouafi a cité, dans ce sens, les sanctions stipulées par l'article 396 du code pénal algérien allant de 10 à 20 ans de prison ferme à l'encontre

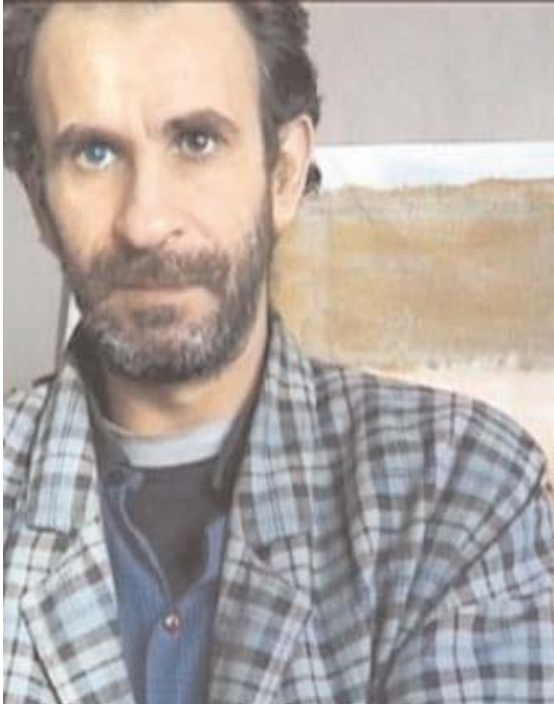
de tout auteur d'un incendie volontaire en milieu forestier, ainsi que les peines sévères prévues dans l'article 399 stipulant la peine capitale contre toute personne jugée coupable d'incendie volontaire de forêt ayant entraîné la mort d'une ou plusieurs personnes. Le procureur général de la cour de Saida a souligné l'importance de lutter, dans le cadre de la loi, contre les crimes et délits contre le patrimoine forestier qui constitue une ressource naturelle et économique pour le pays, appelant à des efforts concertés pour préserver cette richesse.

H. N.

«Paon Galerie» concept

Des plasticiens à découvrir en plein confinement

■ La dégradation de la situation sanitaire en Algérie depuis quelques semaines a conduit à l'annulation de plusieurs activités culturelles et la fermeture des galeries d'art, afin de réduire le risque de contamination par le Covid-19. Cependant, la galerie d'art Paon, sise à Riad El Feth, a décidé de ne pas arrêter ses activités artistiques et propose au public des œuvres à découvrir.



Par Abia Selles

Pour assurer la continuité des activités culturelles en pleine période de confinement, l'établissement s'est relancé dans un programme virtuel sur sa plateforme numérique. Ce programme, destiné à toutes les tranches d'âge, est très riche en matière d'informations artistiques. «Reconfinement : Galerie Le Paon revient avec les postes artistiques pour vous proposer des œuvres d'artistes et vous accompagner en ces temps difficiles de confinement, chaque jour un artiste pour

émerviller vos yeux». C'est avec cette phrase que l'établissement a justifié sa démarche en matière d'activité virtuelle. Fondé par Amal Mihoub, l'établissement propose depuis sa création des formations artistiques ainsi que des expositions de haut niveau. Durant cette période de confinement, l'établissement continue dans cette perspective et propose la présentation d'un artiste peintre chaque jour. La première présentation proposée concerne l'artiste peintre Abdel Halim Selami, diplômé de l'Ecole supérieure des beaux-arts d'Alger.

A l'instar de sa qualité de

maître-assistant, l'enseignement des arts plastiques à l'Institut de formation supérieure des cadres de la jeunesse à Ouargla, «l'artiste se distingue par des compositions riches en reliefs avec des détails et fragments dans un style semi-figuratif qui est authentique et original à la fois et qui représente le patrimoine saharien algérien avec un mariage de couleurs hors norme», peut-on lire sur la page Facebook de la galerie.

Le deuxième artiste présenté jusqu'à hier est le défunt Abdelouahab Mokrani, l'un des grands noms et pionnier de la peinture contemporaine algérienne et «élève» de M'hamed Issiakhem.

Auparavant, la galerie avait partagé la présentation d'autres artistes, à savoir l'aquarelliste Safia Zouli, le plasticien Maamar Guerziz et l'artiste Reski Zérarti. Il est à noter que ces présentations permettent aux passionnés d'art d'avoir des informations sur des plasticiens qui ont marqué l'histoire de l'art en Algérie.

A. S.

Elle exige la vaccination de toute l'équipe du tournage

Sharon Stone «menacée» de perdre son nouveau rôle

Sharon Stone a révélé avoir reçu des «menaces» et être sur le point de

«perdre son job», alors qu'elle tourne une série à Atlanta Deadline. L'actrice de 63 ans

s'est exprimée lors d'une vidéo de campagne. «On m'a proposé un job, un bon job, que je veux

vraiment faire à Atlanta. C'est pourquoi mes cheveux se hérissent... parce que la Producers

Guild of America ne garantit pas que tous les participants de notre émission soient vaccinés avant que j'aie travaillé», a déclaré la comédienne américaine. Sharon Stone s'est exprimée dans le cadre de sa candidature au conseil de direction de la Screen Actors Guild - American Federation of Television and Radio Artists (SAG-AFTRA), qui représente des journalistes, acteurs et artistes, précise «Madame Figaro». Dans son discours, elle a insisté sur sa position et a affirmé qu'elle se battrait pour que tous les plateaux de tournage soient constitués d'équipes vaccinées, «parce que c'est ridicule... que nous devions aller travailler dans un endroit où nous ne sommes pas en sécurité».

R. I.

M. K.

Cinéma

«Le Seigneur des Anneaux» dévoile sa date de sortie

Même si les fans de l'univers de Tolkien devront patienter encore 13 mois, cela commence à se préciser pour la série tant attendue du «Seigneur des Anneaux». Amazon Studios a diffusé, ce lundi 2 août sur ses réseaux sociaux, une toute première image, dévoilant par la même occasion la date de diffusion.

«Le 2 septembre 2022, un nouveau voyage commence», annonce le compte Twitter officiel The Lord of the Rings on Prime. Amazon Studios, qui avait

acquis en 2017 les droits télévisés de cette œuvre culte, pour une somme estimée à 250 millions de dollars, a précisé dans un communiqué que le «tournage de la première saison s'était achevé aujourd'hui (lundi) en Nouvelle-Zélande». Située dans la Terre du Milieu et reprenant certains personnages emblématiques de la saga, la série démarre par des aventures inédites se déroulant «dans une période de paix relative, des milliers d'années avant les événements des livres Le Hobbit et Le Seigneur

des Anneaux de J.R.R. Tolkien», a ajouté Amazon Studios. Les épisodes de la première saison seront diffusés semaine après semaine, a précisé le groupe. Au casting, figurent notamment Cynthia Addai-Robinson, connue pour son rôle dans la série «Spartacus», et Robert Aramayo, qui a joué dans «Game of Thrones», devenu en huit saisons un monument du genre fantasy. Avec cette adaptation en plusieurs saisons du phénomène littéraire de Tolkien, déjà repris avec succès au cinéma

dans les années 2000, Amazon espère marquer des points dans la bataille sans pitié que livre sa plateforme de diffusion Prime Video, face à Netflix et Disney notamment. Le géant américain fondé par Jeff Bezos a acquis fin mai, pour 8,45 milliards de dollars, le studio hollywoodien quasi centenaire Metro-Goldwyn-Mayer, ce qui lui a permis d'ajouter à son répertoire de grands classiques comme «James Bond», «Rocky» ou «Le Silence des Agneaux».

La société de production de Reese Witherspoon

Un grand fonds d'investissement pour se faire une place sur le marché

La société de production de Reese Witherspoon, centrée sur les femmes et notamment derrière la série à succès «Big Little Lies», a été rachetée par un fonds d'investissement dont l'objectif est en pleine expansion du streaming.

L'investissement majoritaire par une nouvelle entreprise de médias dont le nom n'a pas été dévoilé, soutenue par la grande société d'investissement Blackstone, a été annoncé lundi et valoriserait Hello Sunshine à 900 millions de dollars, selon le «Wall Street Journal» et CNBC. «J'ai créé cette entreprise pour changer la façon dont les femmes sont repré-

sentées dans les médias», a déclaré Reese Witherspoon à propos de Hello Sunshine, qui a aussi produit les séries «The Morning Show» et «Little Fires Everywhere». L'accord avec Blackstone «nous permettra de raconter encore plus d'histoires divertissantes, percutantes et édifiantes sur les vies des femmes à travers le monde», a-t-elle affirmé dans un communiqué.

La nouvelle entreprise de médias est dirigée par deux anciens cadres de Disney, Kevin Mayer et Tom Staggs. Son lancement intervient au moment où plusieurs géants d'Hollywood cherchent à étendre leurs services de streaming, Netflix, Disney+, HBO Max

ou Amazon Prime Video étant avides de nouveaux contenus.

Reese Witherspoon, 45 ans, avait remporté l'Oscar de la meilleure actrice pour «Walk the Line», sorti en 2005. Ces dernières années, elle s'est concentrée de plus en plus sur la production, même si elle a aussi partagé l'écran avec Jennifer Aniston dans «The Morning Show», sur Apple TV+.

Hello Sunshine travaille sur plusieurs films, notamment le troisième opus des aventures d'Elle Woods, rendue célèbre par «La revanche d'une blonde» en 2001 et incarnée par Reese Witherspoon elle-même. L'entreprise va aussi adapter le roman «La où

chantent les écrevisses», que l'actrice avait mis en avant dans son club de lecture, faisant ainsi grimper les ventes. Elle continuera de superviser la gestion quotidienne d>Hello Sunshine avec l'actuelle patronne Sarah Harden, selon un communiqué commun. «Nous sommes impatients de soutenir Reese, Sarah et leur équipe de classe mondiale pendant qu'elles continuent à produire et identifier des contenus dynamiques et intéressants à l'avenir», ont dit Kevin Mayer et Tom Staggs, qui chercheraient à acquérir d'autres créateurs de contenus pour se faire une place sur un marché où la concurrence est féroce.

C. L.



Afghanistan

Combats urbains meurtriers pour les civils dans le Sud

■ L'armée afghane a appelé, hier, les habitants à évacuer la ville méridionale de Lashkar Gah, où des combats particulièrement meurtriers ont tué 40 civils en 24 heures, selon l'ONU, et dont les forces afghanes entendent désormais déloger «durement» les talibans.

Par Mourad M.

«**N**ous vous demandons de quitter vos maisons dès que possible. Nous allons affronter les talibans et les combattre durement», a lancé aux habitants de Lashkar Gah le général Sami Sadat, plus haut gradé de l'armée dans le Sud afghan, dans un message audio qu'il a demandé aux médias de diffuser.

«Nous ne laisserons pas un seul taliban en vie (...) Partez dès que possible afin que nous puissions entamer notre opération», a-t-il ajouté.

Plus tôt hier, la Mission de l'ONU en Afghanistan (Unama) a exprimé dans un tweet «sa profonde inquiétude pour les civils afghans à Lashkar Gah, où les combats s'intensifient», appelant à «la cessation immédiate des combats dans les zones urbaines».

Elle a indiqué que les civils étaient particulièrement victimes de l'offensive au sol des talibans et des bombardements de l'ar-

mée afghane, précisant que 40 d'entre eux avaient été tués et 118 blessés ces dernières 24 heures au cours des combats dans Lashkar Gah, ville de 200 000 habitants.

«Les belligérants doivent faire plus pour protéger les civils ou les conséquences seront catastrophiques», a estimé l'Unama.

Un habitant de Lashkar Gah ayant requis l'anonymat a décrit à l'AFP une ville où «il n'y a plus d'électricité, plus de nourriture, (où) les magasins sont fermés», où les belligérants s'affrontent «rue par rue» et que l'aviation afghane «bombarde presque chaque minute».

«C'est le 4e jour d'intenses combats à l'intérieur de la ville. Certains habitants ont déjà quitté la ville (...) mais beaucoup de gens sont toujours coincés», a-t-il raconté.

«Les talibans sont partout en ville, circulant à moto», a ajouté cet habitant, affirmant que les forces afghanes bombardent les maisons privées dans lesquels ils s'abritent : «Une vingtaine de maisons de notre voisinage ont

été bombardées».

«Les hôpitaux sont débordés, même si la plupart des gens n'osent pas y emmener leurs proches dans un véhicule privé, de peur d'être tués par les talibans ou bombardés par le gouvernement», a-t-il expliqué.

Sefatullah, patron de la radio locale Sukon, a indiqué que sa station avait cessé d'émettre dimanche «car les talibans se sont emparés du bâtiment».

«Depuis dimanche, 10 radios et trois chaînes de télévision ont cessé d'émettre, soit parce que les talibans ont pris leurs locaux, soit parce qu'ils leur ont dit d'arrêter. Seule une radio favorable aux talibans émet encore en ville», a-t-il ajouté.

Le ministère afghan de l'Information et de la Culture a de son côté indiqué que «onze radios et quatre chaînes de télévision étaient coupées en raison des attaques ou des menaces des talibans dans la province du Helmand», dont Lashkar Gah est la capitale.

«Les attaques et menaces des talibans contre les médias montrent leur hostilité à la liberté d'expression», a poursuivi le ministère.

Les talibans mènent depuis trois mois une offensive tous azimuts au cours de laquelle ils se sont emparés de vastes territoires ruraux. Les forces afghanes qui n'ont jusque-là offert qu'une faible résistance, ne



PH. > D. R.

contrôlent plus pour l'essentiel que les capitales provinciales.

Les insurgés ont récemment resserré leur étau sur trois d'entre elles : Lashkar Gah, mais aussi Kandahar et Hérat, deuxième et troisième ville du pays.

Les autorités de la province d'Hérat (ouest) ont affirmé hier que les forces afghanes avaient repris plusieurs zones des faubourgs de la capitale provinciale aux talibans, parvenus ces derniers jours à quelques kilomètres de cette ville de 600 000 habitants.

«Une importante opération menée avec une milice locale dans l'ouest de la ville leur a permis de reprendre plusieurs zones, notamment dans le district d'Injil qui entoure Hérat», a affirmé, hier à l'AFP, Jalilani Farhad,

porte-parole du gouverneur provincial.

Elles ont aussi repris le contrôle de la route menant à l'aéroport, situé à une quinzaine de kilomètres au sud de la ville, en détruisant un point de contrôle que les insurgés y avaient installé, même si certains sont encore présents à proximité immédiate, a-t-il précisé.

Lundi soir, des milliers de personnes sont montées sur les toits de leur maison à Hérat en scandant «Allah Akbar» («Dieu est le plus grand») et des slogans en faveur des forces afghanes et des miliciens d'Ismail Khan, puissant chef de guerre local et vétéran de la lutte contre l'occupation soviétique (1979-1989), qui ont défendu la ville. **M. M.**



Commentaire

Image

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques mois encore, Jean-Luc Mélenchon manifestait en France contre une loi avancée par le gouvernement, interdisant de filmer et de diffuser des images de policiers sur les réseaux sociaux. Cette loi devait ainsi prévenir toute prise d'image pouvant nuire à la sécurité des forces de l'ordre et de leurs familles. Mais La France Insoumise s'était dressée contre cette mesure et avait appelé à la censure et à la dictature. Pourtant, Jean-Luc Mélenchon n'est lui-même pas très content lorsqu'il se fait filmer contre son gré. Interpellé par un passant qui désirait se faire photographier avec lui ce samedi, le chef de file des Insoumis a refusé catégoriquement, rapporte Valeurs actuelles, qui s'est procuré deux séquences vidéo de la scène. Face à l'insistance de l'homme, Jean-Luc Mélenchon s'emporte. Les faits se sont déroulés près du centre de vaccination installé sur le parvis de l'Hôtel de Ville, dans le 1^{er} arrondissement de Paris, où Jean-Luc Mélenchon se rendait avec un de ses collaborateurs parlementaires. Aux demandes appuyées de l'auteur des vidéos, le député LFI réagit rapidement de manière agressive, refusant toute photo. «Dégage», lâche-t-il. Son collaborateur tente alors d'apaiser les tensions et explique au passant vouloir éviter «un attroupement». Mais l'homme insiste : «Il n'y a pas de problème pour faire des photos avec la police». Selon des informations de Valeurs actuelles, l'homme faisait référence à la position politique de Jean-Luc Mélenchon à propos de l'article 24 de la loi «sécurité globale». La situation s'envenime et Jean-Luc Mélenchon profère des insultes. Dans une seconde vidéo, qui semble filmée quelques minutes plus tard, Jean-Luc Mélenchon apparaît plus calme. «Si quelqu'un vient te demander une photo dans la rue, tu n'es pas obligé de dire oui», explique-t-il alors au passant. Mais rien ne parvient à satisfaire l'homme, qui continue d'insister, ripostant : «C'est juste une photo, il n'y a rien de méchant !» Le collaborateur de Jean-Luc Mélenchon tente à nouveau d'apaiser la situation, tandis que Jean-Luc Mélenchon commence à entrer dans un nouvel accès de colère. Il ordonne finalement à son collaborateur : «Pète-lui la gueule !» Ce n'est d'ailleurs pas la première vidéo de ce type où l'on peut voir Jean-Luc Mélenchon s'emporter que ce soit contre un passant ou des journalistes. Ainsi, celui qui aspire à occuper la fonction suprême paraît incapable de se maîtriser en cas de provocation et semble surtout insupporté par l'idée de se faire photographier ou filmer contre son gré, alors même qu'il avait lourdement critiqué le gouvernement il y a dix mois lorsque l'article 24 devait être voté pour protéger la vie privée des policiers et de leurs proches. **F. M.**

Iran

Ebrahim Raïssi intronisé président

L'ultraconservateur Ebrahim Raïssi a été intronisé hier président de l'Iran et devra s'atteler à redresser une économie minée par les sanctions américaines et la crise sanitaire, et relancer les pourparlers pour sauver l'accord international sur le nucléaire.

«Conformément au choix du peuple, j'intronise l'homme sage, infatigable, expérimenté et populaire Ebrahim Raïssi comme président de la République islamique d'Iran», a écrit le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, dans un décret lu par son chef de cabinet.

Vainqueur de la présidentielle de juin marquée par une abstention record, M. Raïssi succède au modéré Hassan Rohani, qui avait conclu en 2015 un accord sur le nucléaire iranien avec les grandes puissances, après des années de tensions.

Ancien chef de l'Autorité judiciaire, M. Raïssi, 60 ans, a entamé officiellement son mandat de quatre ans après l'approbation de son élection par le guide suprême. «Nous chercherons certainement à obtenir la levée des sanctions oppressives, mais

nous ne lierons pas les conditions de vie de la nation à la volonté des étrangers», a-t-il prévenu lors d'une cérémonie retransmise par la télévision d'État. «Nous estimons que la situation économique n'est pas favorable pour le peuple, à la fois en raison de l'infirmité des ennemis et en raison des lacunes et des problèmes à l'intérieur du pays», a indiqué M. Raïssi.

Pour sa part, M. Khamenei a reconnu que «résoudre des problèmes économiques prend du temps et ne peut être fait en peu de temps».

M. Raïssi prêtera serment jeudi devant le Parlement, auquel il devra présenter ses candidatures pour les postes ministériels.

L'investiture a eu lieu dans le centre de Téhéran au sein du bureau du guide suprême où plusieurs hauts responsables iraniens, y compris des candidats au scrutin du juin, ont été présents.

La présidence de M. Raïssi devrait consacrer la mainmise des conservateurs sur le pouvoir, après leur victoire aux élections législatives en 2020.

Pour Clément Therme, chercheur à l'Institut universitaire européen basé à Florence (Italie), «l'objectif principal de M. Raïssi sera l'amélioration de la situation économique en renforçant les relations économiques entre la République islamique d'Iran et les pays voisins, mais aussi avec la Russie et la Chine».

En 2018, l'ex-président Donald Trump avait retiré les États-Unis, ennemi juré de l'Iran, de l'accord de 2015 et rétabli les sanctions américaines contre Téhéran. En riposte, l'Iran avait renoncé à la plupart de ses engagements clés qui limitaient ses activités nucléaires controversées. Les sanctions rétablies par Washington ont étouffé l'économie iranienne, mettant notamment un coup d'arrêt à ses exportations pétrolières.

À l'hiver 2017-2018 et de nouveau en 2019, l'Iran a été secoué par des manifestations sur fond de mécontentement social lié à la situation économique. En juillet, des habitants de la province riche en pétrole du Khouzestan (sud-ouest) ont manifesté contre les pénuries d'eau.



CR Belouizdad

Yahi : «On attend la réponse de Sayoud pour une éventuelle prolongation»

Le directeur sportif du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football), Hocine Yahi, a indiqué que le club était dans l'attente de la réponse relative à la proposition de prolongation de contrat formulée au meneur de jeu international A', Amir Sayoud. «Il est perturbé dans un sens positif, il est très reconnaissant envers le club. Sayoud est convoité par plusieurs formations à l'étranger, il a reçu des offres alléchantes. Nous devons avoir une réponse, au vu de la saison qui nous attend. J'ai discuté avec lui. Nous voulons régler son problème le plus rapidement possible», a déclaré Yahi dimanche soir sur Canal Algérie. Sayoud (30 ans) a crevé l'écran cette saison, contribuant grandement, grâce à ses 16 réalisations, à l'excellent parcours que réalise son équipe en championnat, solide leader de la Ligue 1 avec 7 points d'avance sur ses poursuivants directs, à quatre journées de l'épilogue. «Qu'est-ce qui l'empêche de prolonger ? Le problème n'est pas d'ordre financier. Nous avons fait une petite pression, très correcte, sur lui. Je lui ai demandé de consulter sa famille et de prier, pour trancher définitivement son avenir. Tout le monde espère son maintien au club. La balle est désormais dans le camp du joueur, à lui de décider», a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner : «C'est un

joueur merveilleux, sur et en dehors du terrain. Il réalise une excellente saison, il est derrière la plupart de nos victoires. Nous sommes en train de tout faire pour le garder, nous avons entamé les négociations avec lui depuis longtemps. La carrière d'un footballeur est courte, il a une décision à prendre». Par ailleurs, et concernant la prolongation de contrat (qui expire en août, ndr) de l'entraîneur serbe Zoran Manojlovic, arrivé en avril dernier en remplacement du Français Franck Dumas, le dirigeant belouizdadi a précisé qu'aucune décision n'avait été prise concernant ce dossier. «Manojlovic a été engagé pour trois objectifs : Championnat, Ligue des champions et Coupe de la Ligue. Nous avons raté deux objectifs, j'espère qu'on parviendra à remporter le titre de champion. Je préfère signer un contrat de courte durée, du moment que je ne le connaissais pas avant. Je suis reconnaissant envers son travail, mais aucune décision n'a encore été prise concernant son maintien ou non». «Bravo à lui et à son staff pour avoir redressé la barre. Après la déception de l'élimination en quarts de finale de la Ligue des champions, il a réussi à remobiliser le groupe. Maintenant l'équipe est leader avec 7 points d'avance sur les poursuivants», a-t-il conclu.

Paradou AC

Kadri se dirige vers le KV Courtrai

SELON nos informations, Abdelkahr Kadri, le milieu du Paradou AC, devrait s'engager pour trois saisons avec le KV Courtrai, club de Pro League où évolua Youcef Atal lors de la saison 2017/2018.

Les pépites du championnat local algérien continuent, cet été, de se tourner vers de nouveaux horizons. Après les départs respectifs d'Adem Zorgane vers le Sporting Charleroi (Belgique), de Houssam Ghacha vers Antalyaspor (Turquie) et celui de Youcef Laouafi vers l'Etoile Sportive du Sahel (Tunisie), c'est

désormais au tour d'Abdelkahr Kadri, le milieu du Paradou AC, de quitter la Ligue 1 afin de rejoindre le KV Courtrai, club de première division belge.

Alors qu'il était notamment pisté cet été par le FC Porto, Abdelkahr Kadri, la jeune pépite de 21 ans, devrait finalement s'engager pour 3 ans au sein du KV Courtrai, club dans lequel a évolué durant une année, son aîné, Youcef Atal. Toujours selon nos informations, l'indemnité de ce transfert serait estimée à 500 000 euros avec un pourcentage à la revente de 50 % inclus par le Paradou AC.

JS Kabylie

Boualia prolonge pour quatre saisons

LE MILIEU OFFENSIF de la JS Kabylie, Koceïla Boualia (20 ans), a prolongé pour quatre saisons, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, lundi sur sa page officielle Facebook. «La JSK a le plaisir d'annoncer un nouvel engagement du jeune prodige du club, Koceïla Boualia. Le milieu offensif a paraphé un nouveau contrat de quatre ans. Félicitations et toute la réussite pour l'enfant d'Aïn El-Hammam», a indiqué la JSK dans un communiqué. La direction de la JSK devra user d'un discours persuasif pour convaincre les joueurs en fin de contrat de prolonger leur aventure chez le club phare de la Djurdjura. Ainsi, le président du club, Chérif Mellal, a proposé de nouveaux contrats,

assortis de revalorisation salariale, au gardien de but Oussama Benbot, ainsi qu'aux deux défenseurs Badreddine Souyad et Ahmed Aït Abdesslam. L'excellent parcours réalisé par la JSK en Coupe de la Confédération, conclu par une finale perdue face aux Marocains du Raja Casablanca à Cotonou (2-1), a fini par hausser la cote des joueurs, convoités aussi bien en championnat national qu'à l'étranger.

L'attaquant Rezki Hamroune a préféré changer d'air cet été, trois ans après son arrivée en provenance de l'ASC Saint-Apollinaire (France). Il dispose de plusieurs offres à l'étranger et devrait s'engager avec un club de la Ligue 2 française, sauf revirement de situation.

Equipe Nationale Belmadi redistribuera les cartes

■ Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, devrait redistribuer les cartes au sein de la sélection, en raison de la situation difficile dans laquelle se trouvent certains joueurs avec leurs clubs employeurs.



Belmadi devrait faire des changements

Par Mahfoud M.

En effet, au moins cinq éléments, autrefois titulaires au sein de l'EN, sont mis à l'écart et ne jouent pas régulièrement avec leurs formations respectives. Cela devrait inciter le coach des Verts à revoir ses plans et faire confiance à d'autres éléments en prévision du prochain stage qui aura lieu au mois de septembre prochain pour préparer ensuite la prochaine CAN qu'abritera le Cameroun à partir du mois de janvier prochain. Il faut savoir que quatre d'entre ces joueurs avaient été convoqués pour le dernier stage de la sélection, à savoir Adlène Guedioura, Mehdi Tahrat, Ayoub Abdellaoui et Azzedine Doukha, alors que Nabil Bentaleb est, lui, écarté du groupe en raison de ses problèmes qui n'en finissent pas avec les clubs dont il a porté les

couleurs. Pour remplacer Guedioura, Djamel Belmadi pourrait décider de donner plus d'importance à Ramiz Zerrouki, le joueur du FC Twente, qui réalise une belle préparation avec son club et représente l'avenir de la sélection, alors que Boudaoui, qui est à sa troisième saison avec l'OGC Nice, pourrait aussi avoir un rôle plus important avec les Verts, lui qui a beaucoup mûri après être devenu un pion essentiel dans l'échiquier du coach niçois. Si Ramy Bensebaini devrait logiquement être aligné dans le onze de départ au poste de latéral gauche, le sélectionneur aura besoin d'un remplaçant côté gauche. Il devrait faire confiance à Khacéf. Suspendu quatre mois par la Fifa, il a repris les entraînements avec le club portugais, CD Tondelia.

Le défenseur central de 31 ans, Mehdi Tahrat, pourrait voir

sa place de doublure au poste de défenseur central être prise par Abdelkader Bedrane. Convoqué par Belmadi, le défenseur central algérien de 29 ans faisait partie de la liste des 25 du sélectionneur algérien en juin dernier. Lors de ce rassemblement, Bedrane a connu sa première sélection lors de la victoire 4-1 face à la Mauritanie.

Au poste de gardien, si Rais M'bolhi devrait être titulaire lors de la CAN malgré la concurrence d'Alexandre Oukidja, un doute pourrait exister concernant le nom du troisième gardien de cette liste puisqu'Azzedine Doukha est actuellement sans club. Parmi les joueurs susceptibles d'occuper cette place, Medjadel, le jeune gardien algérien âgé de 23 ans a disputé 15 matchs en championnat avec l'Olympique de Médéa.

M. M.

Championnat de la RD Congo

Franck Dumas nouvel entraîneur du TP Mazembe

L'ancien entraîneur de la JS Kabylie et du CR Belouizdad, le Français Franck Dumas, a été désigné à la tête de la barre technique du TP Mazembe, en remplacement du Congolais Pamphile Mihayo, limogé, a annoncé le club pensionnaire du Championnat de la RD Congo de football, lundi sur son site officiel. «Franck Dumas a été choisi pour conduire le projet sportif de l'équipe professionnelle du TPM pour les deux prochaines saisons, il arrive avec un adjoint, l'Algérien Slimane Raho. Les deux hommes ont travaillé ensemble en Algérie où ils sont devenus

vice-champions d'Algérie en 2019 avec la JS Kabylie, puis champions en 2020 avec le CR Belouizdad. L'adjoint de Dumas était un latéral droit réputé pour sa rapidité, qui a fait toutes ses classes dans les clubs de la ville d'Oran en Algérie», a indiqué le TPM dans un communiqué.

Détenteur du championnat congolais, le TP Mazembe a échoué à passer la phase de poules de la Ligue des champions, où il figurait dans le groupe B, en compagnie notamment de l'un des représentants algériens, le CR Belouizdad. «Le nouvel entraîneur est un technicien reconnu pour sa force de

travail mais surtout sa rigueur. Etre performant est la règle pour tout joueur souhaitant s'inscrire dans son effectif. En arrivant dans un club aussi ambitieux et exigeant que le TPM, ces valeurs professionnelles du haut niveau s'imposent pour faire vibrer Kamalondo à nouveau», a ajouté le club. Le club, présidé par Moïse Katumbi, qui a proposé un contrat de deux ans aux deux techniciens, «se réjouit des arrivées de Franck Dumas et Slimane Raho. Le duo va rejoindre Lubumbashi mardi 3 août (hier) pour lancer la préparation des Corbeaux en ce début de mois d'août».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Filiale de Sonatrach

Sidal gas produit de l'oxygène médical en H24

SIDAL gas, une filiale de Sonatrach, fonctionne sans interruption pour répondre à la forte demande exprimée sur l'oxygène médical. Compte tenu de la situation épidémiologique prévalant dans le pays, les responsables de cette usine ont réaménagé les horaires de travail. De 8 à 16 heures de par le passé, Sidal Gas est passée à une vitesse de croisière en fonctionnant 24/24h et 7/7 jours, afin de produire un maximum d'oxygène au profit des malades. Des équipes ont été mobilisées à cet effet et 20 000 litres sont produits quotidiennement. Une partie est destinée directement aux

hôpitaux sous forme liquide, alors que l'autre partie est chargée. Durant ce mois de juillet, plus de 1 million de litres d'oxygène a été produit et 37 000 mètres 3 distribués sous forme gazeuse. Cette usine dispose de trois laboratoires d'analyses qui veillent sur le respect des normes de qualité. Un responsable de Sidal gas, dans une déclaration à la presse, a affirmé que les travailleurs sont mobilisés et sont conscients de la nécessité de veiller à un approvisionnement maximum afin de faire face à la crise sanitaire qui nécessite de grandes quantités de ce produit.

Massi S.

Nouveau commandant de la Gendarmerie nationale

Chanegriha installe le général Ali Ouelhadj Yahia dans ses fonctions



Le général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a installé, hier à Alger, le général Ali Ouelhadj Yahia dans ses nouvelles fonctions de commandant de la Gendarmerie nationale, en remplacement du

général-Major Gouassemia Noureddine, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Au nom de Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au décret présidentiel du 1^{er} août 2021, Monsieur le général de corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, ce mardi 3 août 2021, la cérémonie de passation de pouvoir et l'installation du général Ali Ouelhadj Yahia dans les fonctions du nouveau commandant de la Gendarmerie nationale, en succession au général-major Gouassemia Noureddine», précise le communiqué.

R. N.

Terminal à conteneurs de Béjaïa

Effondrement d'un portique gerbeur

Un portique gerbeur (grue de levage et d'entreposage) s'est effondré hier au terminal à conteneurs de Béjaïa, faisant un blessé et occasionnant d'importants dégâts, apprend-on de la direction de l'Entreprise portuaire de Béjaïa (EPB).

L'accident est survenu vers 08h45 dans des circonstances non encore identifiées, a précisé à l'APS le P-DG de l'entreprise, Halim Kasmi, soulignant qu'une commission d'experts est sur le site pour élucider les raisons de l'accident et les circonstances dans lesquelles il s'est produit.

«Le portique s'est littéralement disloqué pour des raisons que l'on ignore encore», a-t-il dit. Dans sa chute, l'engin a blessé un employé de l'entreprise, âgé de 54 ans, victime d'un traumatisme crânien et évacué d'urgence à l'hôpital Khellil-Amrane. Mais son pronostic vital n'est pas engagé, a-t-on assuré.

L'accident a, par ailleurs, généré d'importants dégâts matériels, abîmant notamment un ensemble de conteneurs entreposés à proximité, si bien qu'une décision a été prise afin de suspendre les livraisons aux clients en attendant de faire le point sur l'ampleur des dommages subis.

Un plan d'action a été arrêté également dans ce contexte, a souligné Halim Kasmi qui appréhende une perturbation des livraisons pour quelques jours. En revanche, les opérations de débarquements vont se poursuivre dans les conditions habituelles, a-t-il relevé.

Maya B.

Justice/Election des membres du CSM

Tabi reçoit la mouture de l'avant-projet de loi définissant les modalités

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a reçu, au siège du ministère, la mouture de l'avant-projet de loi définissant les modalités d'élection des membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), ses règles d'organisation et de fonctionnement, indique, hier, un communiqué du ministère.

«Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a reçu, mardi au siège du ministère de la Justice à Alger, le président du comité chargé de la révision de la loi organique fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du CSM,

Abdelaziz Nouri, président de Chambre au Conseil d'Etat qui lui a remis la mouture de l'avant-projet élaboré par le comité», indiquent-on de même source.

Dans ce cadre, le ministre a fait part de «ses remerciements au président du comité ainsi qu'à tous ses membres pour les grands efforts déployés dans l'élaboration de ce texte».

Ce travail s'inscrit dans le cadre de la «révision du système juridique relatif à la magistrature et son adaptation à la Constitution du 1^{er} novembre 2020, notamment l'article 180 qui a constitutionnalisé

pour la première fois la composante du Conseil supérieur de la magistrature pour garantir l'indépendance de la justice, en application des engagements du président de la République», selon le communiqué.

Le projet de cette loi organique définit les modalités d'élection des membres du Conseil supérieur de la magistrature et ses règles d'organisation et de fonctionnement.

Le comité chargé de l'élaboration de son projet, composé de magistrats et d'un représentant du Syndicat national des magistrats, a été officiellement installé le 8 avril dernier.

N. H.

L'équipe qui mérite la médaille



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tribunal de Sidi M'hamed

10 ans de prison requis à l'encontre de l'ancien wali Moussa Ghellai

Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed a requis une peine de dix ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de dinars à l'encontre de l'ancien wali de Tipasa, Moussa Ghellai, pour corruption et octroi d'indus avantages.

Par Slim O.

Il a également requis l'interdiction de candidature pour une durée de dix ans à l'encontre de Moussa Ghellai, et ce, à compter du premier jour d'exécution de la peine.

Par ailleurs, il a requis une peine de six ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA à l'encontre de l'ancien directeur des domaines de la wilaya de Tipasa, Ali

Bouamrîrane, et une interdiction de candidature pour une durée de dix ans.

Des peines allant entre 2 et 5 ans de prison ferme, assorties d'une amende d'un million de DA, ont été requises à l'encontre des autres accusés, à savoir des cadres des ministères de l'Industrie, du Tourisme et de l'Environnement de la wilaya de Tipasa.

Dans la même affaire, le procureur de la République a requis une amende d'un million DA à l'encontre de chacun des trois investisseurs ayant remporté des marchés en violation de la loi en vigueur, avec leur exclusion des marchés publics pour une durée de cinq ans.

Le procureur de la République a requis également la confiscation des capitaux et biens saisis au cours de l'enquête.

L'ancien wali est poursuivi

dans des affaires de corruption avec nombre de responsables, notamment pour octroi de marchés en violation de la loi, dont le projet d'investissement pour la réalisation d'un parc d'attraction dans la wilaya de Tipasa, d'un parking automobile, d'une chaîne de refroidissement et d'une usine d'emballage de fruits et légumes sur des terrains classés «agricoles».

Ils sont poursuivis aussi pour dilapidation de deniers publics et abus de fonction.

L'ancien wali de Tipasa, Ghellai Moussa, est placé actuellement en détention à l'établissement pénitentiaire de Koléa, suite à sa condamnation, en août 2019, à 12 ans de prison ferme dans l'affaire de l'ancien directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel, pour octroi de lots de terrain à l'un des fils de ce dernier.

S. O.